

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.488

22 septembre 1997

(97-3856)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des affaires économiques L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Feux d'obstacles
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Décret portant modification de l'article 36k du Règlement de 1964 sur les activités extractives et de l'article 41 du Règlement concernant les activités extractives sur le plateau continental
6.	Teneur: Ce projet de texte vise à donner effet à de nouvelles dispositions relatives à l'intensité lumineuse des feux d'obstacles présents sur les installations extractives, qui modifient l'article 36k, paragraphe 1 c) du Règlement de 1964 sur les activités extractives et l'article 41, paragraphe 1 c) du Règlement concernant les activités extractives sur le plateau continental. Ces dernières dispositions, incorporées dans les deux règlements susmentionnés en 1971 et en 1983, ont été modifiées par le Décret du 4 novembre 1994 portant modification du Règlement de 1964 sur les activités extractives et du Règlement concernant les activités extractives sur le plateau continental (solidité des installations d'extraction, héliplates-formes et registres radio) (Bulletin des lois et décrets 793).
7.	Objectif et justification: Ces mesures sont justifiées à des fins de protection de la vie, de la santé et de la sécurité des personnes travaillant dans l'industrie extractive.

8.	Documents pertinents: <ul style="list-style-type: none">- Article 9 de la Loi de 1903 sur les activités extractives et article 26 de la Loi concernant les activités extractives sur le plateau continental;- Décret du 4 novembre 1994 portant modification du Règlement de 1964 sur les activités extractives et du Règlement concernant les activités extractives sur le plateau continental (solidité des installations d'extraction, héliplates-formes et registres radio), avec note explicative (Bulletin des lois et décrets 793).
9.	Date projetée pour l'adoption: 28 octobre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 29 octobre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 27 octobre 1997 Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: